

§ 3. Une organisation de radio- et de télédiffusion qui émet de la publicité, du sponsoring ou des programmes de télé-achat est tenue de conserver une copie de ces émissions pendant une période de trois mois, prenant cours à la date de l'émission et de les communiquer au Conseil flamand de la publicité et du sponsoring à la radio et à la télévision si celui-ci en fait la demande.

Une organisation de radio- et de télédiffusion est en outre tenue de conserver une copie de tous les programmes non visés dans le premier alinéa, pendant une période d'un mois et de les communiquer au Conseil flamand de la publicité et du sponsoring à la radio et à la télévision si celui-ci en fait la demande.

Art. 16. Lorsque le Conseil estime que les dispositions relatives à la publicité, au sponsoring ou au télé-achat à la radio et à la télévision, ne sont pas respectées, il en informe le Ministre communautaire compétent en matière de radio et de télévision.

En cas d'application du premier alinéa, le conseil peut suspendre, à la majorité de deux tiers des membres présents, l'insertion de l'écran publicitaire, du sponsoring ou de télé-achat dans le programme, et ce pour une période d'un mois au maximum prenant cours le jour de la notification d'un avis motivé. Le Conseil peut annuler cette suspension à la même majorité en vertu de la suite que la personne juridique a réservée à son avis.

CHAPITRE VII. — Dispositions pénales

Art. 17. Quiconque émet des programmes publicitaires, de sponsoring ou de télé-achat ou des messages d'intérêt public contrairement aux dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution, est puni d'une amende de 500 à 100 000 francs.

CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

Art. 18. Sont abrogés, en ce qui concerne la Communauté flamande, le chapitre III, article 17, § 1er excepté, ainsi que les articles 22 et 23 de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision, modifiée par le décret du 13 juin 1990, ainsi que l'article 17, § 6 du décret du 27 mars 1991 portant statut de la "Nederlandse Radio- en Televisie-uitzendingen in België, Omroep van de Vlaamse Gemeenschap".

Art. 19. Sans préjudice de l'article 15, le Code de la publicité commerciale à la radio et à la télévision, tel qu'approuvé par l'arrêté de l'Exécutif flamand du 31 juillet 1990, reste en vigueur.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 juin 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de la Culture,
P. DEWAELE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 2088

[C — 27356]

**7 FEVRIER 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
relatif à la mission, à l'engagement et à l'affectation des attachés commerciaux
actuellement sous contrat avec l'Etat belge**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988;
Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;
Vu le décret du 22 février 1990 portant création de l'Agence wallonne à l'Exportation;
Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Région wallonne chargé des Relations extérieures et du Ministre de la Région wallonne chargé de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1er. La Région wallonne engage, à la date du 1er janvier 1991, huit attachés commerciaux, actuellement employés par l'Etat belge, et qui exercent pour le compte de la Région wallonne et sur instructions de l'Agence wallonne à l'Exportation (AWEX), les mêmes fonctions et missions que celles qu'ils exercent actuellement pour le compte de l'Etat belge.

Art. 2. Huit conventions tripartites, conclues entre la Région wallonne, l'Etat belge et chacun des huit attachés visés à l'article 1^{er}, règlent les droits et obligations des parties; les clauses en sont reprises dans une convention-type, annexée au présent arrêté, et qui en fait partie intégrante pour ce qui concerne les droits et obligations des attachés et de la Région.

Art. 3. Les attachés sont désignés et affectés par l'Exécutif après appel aux candidatures, lancé par ses Membres chargés des Relations extérieures et de la Fonction publique, reprenant les éléments du présent arrêté et adressé à tous les attachés commerciaux de rôle linguistique français.

Art. 4. Les huit sièges et circonscriptions d'affectation sont les suivants :

- a. Londres : Royaume-Uni et Eire;
- b. Utrecht : Pays-Bas;
- c. Cologne : Allemagne;
- d. Bratislava : Autriche, Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie et Yougoslavie;
- e. Barcelone : Espagne, Portugal et les Régions françaises de Midi-Pyrénées, Aquitaine et Languedoc-Roussillon;
- f. Casablanca : Maghréb;
- g. San Francisco : la Côte ouest des U.S.A., le Japon, la Corée et Taïwan;
- h. Lyon : les Régions françaises de Rhône-Alpes, Franche-Comté, Bourgogne, Centre, Limousin, Auvergne et Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi que les Cantons francophones de Suisse.

Art. 5. Les Ministres ayant respectivement les Relations extérieures et la Fonction publique dans leurs attributions sont, chacun pour ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 février 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies
et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Annexe

PROJET DE CONVENTION

Compte tenu de la régionalisation de la politique des débouchés et des exportations, ainsi que des transferts budgétaires réalisés sur cette base de l'Etat belge vers la Région wallonne;

Considérant que ladite régionalisation implique le transfert de huit attachés commerciaux de l'Etat belge vers la Région wallonne et que, conformément à l'article 11 du décret du 22 février 1990 portant création de l'Agence wallonne à l'Exportation, ladite Région wallonne entend sauvegarder la situation de ces personnes au niveau de leurs droits et obligations;

Entre l'Etat belge, représenté par,

La Région wallonne, représentée par M. Albert Liénard, Ministre de la Région wallonne, chargé de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies et des Relations extérieures,

et M.,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Les droits et obligations de l'Etat belge, tels que déterminés par l'acte d'engagement de M. en date du et dont copie restera annexée à la présente, sont repris par la Région à partir du 1^{er} janvier 1991.

Art. 2. M. prestera pour la Région wallonne les services visés à l'acte précité et ce, sans réclamer à l'Etat belge d'autres indemnités que celles qui résulteraient de l'application de l'acte avant sa reprise par la Région wallonne, aucune indemnité de rupture ou de préavis ne pourra ainsi être réclamée.

Art. 3. L'Etat belge veille à ce que M. :

(a) bénéficie, vis-à-vis des autorités du pays d'accueil et en termes de droit diplomatique et consulaire, de la même situation que les attachés commerciaux relevant de son autorité;

(b) puisse, le cas échéant, effectuer sa mission dans les locaux du poste diplomatique ou consulaire concerné.

Art. 4. Par dérogation à l'article 4 de l'acte d'engagement, M. exercera ses fonctions sous l'autorité diplomatique du titulaire du(les) poste(s) ayant juridiction sur la(es) circonscription(s) à la(aux)quelle(s) il sera affecté, et sous l'autorité fonctionnelle de l'Agence wallonne à l'Exportation (AWEX), dont il recevra ses instructions, conformément à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 90, relatif à la mission à l'engagement et à l'affectation des attachés commerciaux actuellement sous contrat avec l'Etat belge.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 février 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies
et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 2088

**7. FEBRUAR 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
über die Aufgabe, Einstellung und Bezeichnung der augenblicklich vertragsmäßig
beim Belgischen Staate angestellten Handelsattachés**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen;

Aufgrund des Dekretes vom 22. Februar 1990 zur Errichtung der Wallonischen Exportagentur;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, Absatz 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989 und vom 4. Juli 1989;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region, beauftragt mit den auswärtigen Beziehungen und des Ministers der Wallonischen Region, beauftragt mit dem öffentlichen Dienst,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Die Wallonische Region stellt ab dem 1. Januar 1991 acht augenblicklich beim Belgischen Staate beschäftigte Handelsattachés ein, die wie jetzt für Rechnung des Belgischen Staates, für Rechnung und gemäß den Anweisungen der Wallonischen Exportagentur dieselben Funktionen und dieselbe Aufgabe ausüben werden.

Art. 2. Acht zwischen der Wallonischen Region, dem Belgischen Staate und jedem der acht unter Artikel 1 erwähnten Attachés abgeschlossene Dreipartnervereinbarungen legen die Rechte und Verpflichtungen der Vertragsparteien fest. Die Klauseln besagter Vereinbarungen sind in einer Mustervereinbarung wiedergegeben, welche dem vorliegenden Erlaß desselben bildet, was die Rechte und Pflichten der Attachés und der Region anbelangt.

Art. 3. Die Attachés werden nach erfolgter Aufforderung zur Einreichung der Bewerbungsschreiben bezeichnet und zugeteilt; besagte Ausschreibung der Stellen wird durch die Mitglieder, die mit den Aussenbeziehungen und mit dem öffentlichen Amt beauftragt sind, vorgenommen, gibt die Bestandteile dieses Erlasses an und wird allen Handelsattachés französisches Sprachregimes zugestellt.

Art. 4. Für die Zuteilung kommen die acht nachstehenden Sitze und Bezirke in Frage :

- | | |
|------------------|--|
| a. London | : Großbritannien und Irland; |
| b. Utrecht | : die Niederlande; |
| c. Köln | : Deutschland; |
| d. Bratislava | : Österreich, Tschechoslowakei, Polen, Ungarn und Jugoslawien; |
| e. Barcelona | : Spanien, Portugal und die französischen Regionen der Midi-Pyrénées, Aquitaine und Languedoc-Roussillon; |
| f. Casablanca | : Maghreb; |
| g. San Francisco | : die westliche Küste der U.S.A., Japan, Korea und Taiwan; |
| h. Lyon | : die französischen Regionen der Rhône-Alpes, Franche-Comté, Bourgogne, Centre, Limousin, Auvergne, und Provence-Alpes-Côte d'Azur, sowie die französischsprachigen Kantone der Schweiz. |

Art. 5. Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereiche die auswärtigen Beziehungen bzw. der öffentliche Dienst gehören, werden, jeder in seinem Bereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 7. Februar 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien
und der auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Anlage

VEREINBARUNGSENTWURF

Unter Berücksichtigung der Regionalisierung der Absatz- und Außenwirtschaftspolitik sowie Haushaltsmittel, welche auf dieser basis vom Belgischen Staat an die Wallonische Region übertragen werden;

In der Erwägung, daß besagte Regionalisierung die Transferierung von acht Handelsattachés vom Belgischen Staat zur Wallonischen Region einschließt und, daß gemäß Artikel 11 des Dekretes vom 22. Februar 1990 zur Errichtung der Wallonischen Exportagentur, die Wallonische Region Willens ist, die Lage dieser Personen hinsichtlich ihrer Rechte und Pflichten zu wahren;

Zwischen dem Belgischen Staat, der durch vertreten ist;
der Wallonischen Region, die durch Herrn Albert Liénard, Minister der Wallonischen Region, beauftragt mit der Raumordnung, der Forschung, der Technologien und der auswärtigen Beziehungen, vertreten ist;
und dem Herrn

wird folgendes vereinbart :

Artikel 1. Die Rechte und Pflichten des Belgischen Staats, sowie sie durch den Einstellungsvertrag des Herrn vom bestimmt sind und von dem eine Abschrift dem gegenwärtigen beigelegt bleibt, werden ab 1. Januar 1991 von der Wallonischen Region übernommen.

Art. 2. Herr..... wird für die Wallonische Region die im vorstehenden Vertrag erwähnten Dienste leisten, ohne vom Belgischen Staat andere Entschädigungen als diejenige zu fordern, die sich aus der Anwendung des Vertrags vor seiner Übernahme durch die Wallonische Region ergeben würden; so wird keine Entschädigung für Vertragsauflösung oder für Kündigung verlangt werden können.

Art. 3. Der Belgische Staat trägt Sorge dafür, daß Herr..... :

(a) Kraft des diplomatischen und konsularischen Rechts den ihm unterstellten Handelsattachés gegenüber den Behörden des Gaststaates gleichgestellt wird;

(b) gegebenenfalls seinen Auftrag in den Räumen der betreffenden diplomatischen oder konsularischen Vertretung ausführen kann.

Art. 4. In Abweichung von den Bestimmungen des Artikels 4 des Einstellungsvertrages wird Herr seine Funktionen unter der Aufsicht der diplomatischen Behörde ausüben, die für den -die- ihm zugeteilten Bezirk-e- zuständig ist, sowie unter der funktionellen Aufsicht der Wallonischen Exportagentur, die ihm deren Anweisungen gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Region vom 90 über die Aufgabe, Einstellung und die Zuteilung der augenblicklich vertraglich beim Belgischen Staate angestellten Handelsattachés erteilen wird.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Februar 1991 beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien
und der auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 2088

7 FEBRUARI 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
betreffende de opdracht, de aanwerving en de aanstelling van de handelsattachés
tegenwoordig op contract met de Belgische Staat

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1986;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op het decreet van 22 februari 1990 houdende oprichting van het Waalse Exportagentschap;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Buitenlandse Betrekkingen en van de Minister van het Waalse Gewest belast met Openbaar Ambt,

Besluit :

Artikel 1. Het Waalse Gewest werft per 1 januari 1991 acht handelsattachés aan die tegenwoordig in dienst van de Belgische Staat zijn en voor het Waalse Gewest en in opdracht van het Waals Exportagentschap (AWEX) dezelfde functies en taken vervullen als degenen die zij in opdracht van de Belgische Staat vervullen.

Art. 2. Acht tripartiete overeenkomsten, gesloten tussen het Waalse Gewest, de Belgische Staat en ieder van de acht in artikel 1 bedoelde handelsattachés, bepalen de rechten en verplichtingen van de partijen; hun clausules zijn opgenomen in een typeovereenkomst die bij het onderhavig besluit gevoegd is en er met betrekking tot de rechten en verplichtingen van de attachés en het Gewest noodzakelijk deel van uitmaakt.

Art. 3. De attachés worden door de Executieve aangeduid en aangesteld na oproep van de kandidaten door haar leden belast met Buitenlandse Betrekkingen en Openbaar Ambt; de oproep neemt de elementen van het onderhavig besluit over en is gericht tot alle handelsattachés van de Franse taalrol.

Art. 4. De acht zetels en aanstellingsdistricten zijn de volgende :

- | | |
|------------------|---|
| a. Londen | : Verenigd Koninkrijk en Ierland; |
| b. Utrecht | : Nederland; |
| c. Keulen | : Duitsland; |
| d. Bratislava | : Oostenrijk, Tsjechoslovakije, Polen, Hongarije en Joegoslavië; |
| e. Barcelona | : Spanje, Portugal en de Franse streken Midi-Pyreneëën, Aquitaine en Languedoc-Roussillon; |
| f. Casablanca | : Maghreb; |
| g. San Francisco | : de Westkust van de VS, Japan, Korea en Taiwan; |
| h. Lyon | : de Franse streken Rhône-Alpes, Franche-Comté, Bourgondië, Centre, Limousin, Auvergne en Provence-Alpes-Côte d'Azur alsook de franstalige Zwitserse kantons. |

Art. 5. De Ministers tot wiens respectievelijke bevoegdheid Buitenlandse Betrekkingen en Openbaar Ambt behoren zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van het onderhavige besluit.
Namen, 7 februari 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek,
Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
A. LIENARD

Bijlage

OVEREENKOMSTONTWERP

Rekening houdend met de regionalisatie van het afzet- en uitvoerbeleid alsook van de op die basis van de Belgische Staat naar het Waalse Gewest verwezenlijkte overheidsopdrachten;

Overwegende dat dito regionalisatie de overplaatsing van acht handelsattachés van de Belgische Staat naar het Waalse Gewest inhoudt en dat het Waalse Gewest, overeenkomstig artikel 11 van het decreet van 22 februari 1990 houdende oprichting van het Waalse Exportagentschap, de toestand van deze personen wenst te beschermen met betrekking tot hun rechten en verplichtingen;

Tussen de Belgische Staat, vertegenwoordigd door

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Heer Albert Liénard, Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
en

is overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. De rechten en verplichtingen van de Belgische Staat, zoals bepaald bij de verbintenisakte van de heer per en waarvan afschrift bij deze gevoegd zal blijven, worden vanaf 1 januari 1991 door het Waalse Gewest overgenomen.

Art. 2. De heer zal de in voornoemde akte bedoelde diensten voor het Waalse Gewest uitvoeren zonder van de Belgische Staat andere vergoedingen te eisen dan diegenen die zouden voortvloeien uit de toepassing van de akte voor haar overname door het Waalse Gewest; er kan aldus geen enkele breuk noch opzegvergoeding geëist worden.

Art. 3. De Belgische Staat zorgt ervoor dat de heer :

(a) ten opzichte van de autoriteiten van het gastland en inzake diplomatiek en consulaire recht dezelfde toestand geniet als de handelsattachés die onder zijn gezag vallen;

(b) in voorkomend geval zijn opdracht in de lokalen van de betrokken diplomatieke of consulaire post kan uitvoeren.

Art. 4. In afwijking van artikel 4 van de verbintenisakte, zal de heer zijn functies vervullen onder het diplomatiek gezag van de titularis van de post(en) die rechtsmacht heeft in het district waar hij aangesteld zal zijn, en onder het functioneel gezag van het Waals Exportagentschap (AWEX) waarvan hij zijn instructies krijgt, overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 90 met betrekking tot de opdracht, de aanwerving en de aanstelling van de handelsattachés tegenwoordig op contract met de Belgische Staat.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 februari 1991 te worden gevoegd.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek,
Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
A. LIENARD

AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordres nationaux

Par arrêté royal du 31 juillet 1991, M. Willemyns, R., juge consulaire honoraire au tribunal de commerce d'Anvers, est nommé Officier de l'Ordre de la Couronne.

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 31 juillet 1991, produisant ses effets le 27 juillet 1991, est acceptée la démission de M. Remy, F., de ses fonctions de juge suppléant au tribunal de première instance de Dinant.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 31 juli 1991 is de heer Willemyns, R., erechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Antwerpen, benoemd tot Officier in de Kroonorde.

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 31 juli 1991, dat uitwerking heeft met ingang van 27 juli 1991, is aan de heer Remy, F., ontslag verleend uit zijn ambt van plaatsvervangend rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Dinant.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eersholve te voeren.